

Réunion du conseil de gouvernement vendredi 14/12/2012

Le Conseil de gouvernement, réuni vendredi, a adopté deux projets de loi relatifs à l'exercice de la profession d'architecte et au régime des tabacs bruts et des tabacs manufacturés.

Le conseil de gouvernement adopte deux projets de loi relatifs à l'exercice de la profession d'architecte et au régime des tabacs bruts et des tabacs manufacturés

Le premier projet de loi n 65-12, présenté par le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la politique de la ville, complète la loi n 16-89 relative à l'exercice de la profession d'architecte et à la création de l'ordre national des enseignants d'architecture, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

Ce projet vise la résolution de la problématique inhérente aux lauréats des établissements privés d'architecture, comme il permet aux services compétents d'accorder aux titulaires d'une attestation de fin de formation en une filière accréditée d'architecture, dispensée par un institut d'enseignement privé, le titre d'architecte et d'exercer dans le secteur privé.

Ce texte intervient pour la résolution du problème de l'Ecole supérieure de l'Architecture, et devrait ainsi contribuer à parer au manque avéré en terme de cadres supérieurs en la matière, les architectes en particulier, sachant que le Maroc a besoin de pas moins de 3.000 architectes pour espérer accompagner les chantiers ouverts dans plusieurs secteurs vitaux.

Revenant sur le décret n 2-09-717, grâce auquel a été réglé le problème de l'accréditation pour les nouveaux étudiants intégrant les rangs de cette école à partir de l'année universitaire en cours, le ministre a précisé que l'accréditation en question n'est pas rétroactive, compte tenu de l'absence de dispositions transitoires à même de régler la situation des titulaires d'attestations délivrées avant janvier 2011.

Le deuxième projet de loi n 138-12, présenté par le ministre de l'Economie et des finances, modifie et complète la loi n 46-02 relative au régime des tabacs bruts et des tabacs manufacturés.

Ce texte, qui annule l'impératif de tenir compte du prix inférieur de vente au public des nouveaux produits de tabac manufacturé, côtés sur le marché, ambitionne d'aplanir les difficultés attendant aux règles de la concurrence entre les acteurs de ce secteur et de consacrer la liberté de fixation des prix pratiqués pour les différents tabacs manufacturés.

S'intégrant dans l'accompagnement des mesures prises dans le cadre de la loi de finances 2013, ce projet de loi vise à renforcer les recettes du budget général à travers la réforme du régime fiscal appliqué aux tabacs manufacturés.

Le conseil de gouvernement approuve un projet de loi-cadre portant charte nationale de l'environnement et du développement durable

Le conseil de gouvernement a adopté vendredi le projet de loi-cadre 99-12 portant charte nationale de l'environnement et du développement durable.

Ce texte, présenté par le ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, est le premier projet de loi-cadre élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 71 de la Constitution, qui évoque les lois cadres relatives à la politique générale de l'Etat dans les domaines économique, social, environnemental et culturel, a déclaré le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement.

Ce projet de loi vise essentiellement l'élaboration d'une charte nationale de l'environnement et du développement durable comme il précise les droits et les devoirs relatifs à l'environnement et au développement durable.

Il oblige également le gouvernement à élaborer une stratégie nationale pour le développement durable et définit les responsabilités et les obligations à observer par toutes les parties (Etat, collectivités territoriales, entreprises et établissements publics, secteur privé, société civile et citoyens).

Ce texte permettra, en outre, d'instaurer un système de gouvernance environnementale et de mettre au point un système dédié à la responsabilité environnementale, portant sur la création d'une police de l'environnement et d'un régime d'indemnisation des dommages affectant l'environnement.